



HAL
open science

Hommages à Christian Goudineau (1939-2018)

Jean-Pierre Brun, Jean Guilaine, Vincent Guichard, Michel Gras

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Brun, Jean Guilaine, Vincent Guichard, Michel Gras. Hommages à Christian Goudineau (1939-2018). Gallia - Archéologie des Gaules, 2019, 76 (2), pp.1-14. 10.4000/gallia.4924. hal-02493669

HAL Id: hal-02493669

<https://hal.science/hal-02493669>

Submitted on 23 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Homages à Christian Goudineau (1939-2018)



Christian Goudineau, vers 1995 (cliché : S. Goudineau).

Christian Goudineau, de Rome à Aix-en-Provence (1965-1984)

Jean-Pierre BRUN*

Christian Goudineau a exercé une grande autorité scientifique sur l'archéologie nationale française, en particulier sur les recherches concernant l'âge du Fer et les premiers temps de la domination romaine. Cet intérêt et cette maîtrise ont émergé lors la première phase de sa vie professionnelle, alors qu'il était en poste à Aix-en-Provence. Une phase de maturation qui dura une quinzaine d'années de 1969 à 1984, mais qui fut précédée d'un séjour déterminant à l'École française de Rome.

UN CÉRAMOLOGUE DE RÉFÉRENCE

Christian Goudineau, né le 5 avril 1939, avait été reçu à l'École normale supérieure en 1959 ; il réussit l'agrégation de lettres classiques dès 1962. Il fut alors tout naturellement amené à partir pour l'École française de Rome qu'il intégra à l'automne 1965. Il y séjourna trois années qui furent décisives à bien des égards. En effet, lors de son séjour à Rome, il dirigea à la suite d'André Tchernia et d'André Balland, et avant Pierre Gros, les fouilles que l'École menait depuis 1962 au Poggio Mosconi, dans le centre de la ville romaine de Bolsena en Étrurie méridionale (Italie). Le lieu n'était pas neutre : le municiple de *Volsinii* avait été fondé par les Romains sur un emplacement neuf après la prise et la destruction de la *Velzna* étrusque (située à l'emplacement de l'actuelle Orvieto) en 264 av. J.-C. Toute la violence de la conquête romaine – et des déplacements de populations qui s'en suivaient inmanquablement – se manifeste clairement dans l'archéologie de ces lieux et faisait partie des questions alors discutées dans la communauté scientifique. Christian Goudineau aurait pu dès lors approfondir ce sillon dont il se souviendra plus tard, mais les circonstances lui firent saisir une autre branche, *a priori* moins historique, quoique ô combien importante pour l'archéologue de terrain : la céramique comme élément datant.

Frappé par l'abondance des vases arétins qu'il trouvait dans des couches de remblais et d'occupation bien stratifiées de la zone qu'il dégagait à Bolsena avec l'aide de Bernard Liou (une demeure de la zone sud-est construite au début du 1^{er} s. av. J.-C., notablement embellie sous Auguste et au 1^{er} s. apr. J.-C.), il s'empara du sujet éclairé par ses découvertes pour donner une magistrale synthèse sur cette céramique produite en quantités massives. On sait que son évolution rapide et l'ampleur de sa diffusion en font le fossile directeur des archéologues pour la fin du 1^{er} s. av. J.-C. et le 1^{er} apr. J.-C. en Italie et en Occident, et que les phases d'occupation des camps de l'armée romaine sur le Rhin forment l'armature chronologique de son évolution.

L'ouvrage qu'il publia très vite, en 1968, la *Céramique arétine lisse*, ne voulait pas « être la publication d'une partie du chantier bolsénien, encore moins du chantier tout entier (!) » ; il débordait « largement le cadre d'une publication de matériel » (Goudineau 1968). Le livre eut un grand retentissement et devint, pour les trente années suivantes, le manuel de référence sur cette catégorie de matériel et un guide très suivi pour fixer la datation des couches archéologiques, parfois avec un aveuglement que le désormais célèbre céramologue déplorait souvent. Sur cette lancée, il continua quelques années à publier des typologies révisées de catégories importantes de céramique, telle que celle à vernis rouge pompéien ou la poterie grise kaolinitique de la région de Vaison-la-Romaine, dont l'argile réfractaire servait à produire de grandes séries de bouilloires très demandées.

Christian Goudineau aurait pu continuer dans cette voie, mais il avait une conscience aiguë que la vaisselle, si importante soit-elle pour l'archéologue de terrain, ne saurait donner plus qu'une trame chronologique et quelques indications, au demeurant mineures, sur les flux commerciaux. Dans un court et lumineux article paru dans « Les potiers gaulois » (*Les Dossiers d'Archéologie*, n° 6, sept-oct. 1974), il fit une mise au point sur la place de la céramique dans l'histoire économique qui marque la fin de sa fulgurante carrière de céramologue : « Que vaudrait une histoire économique de la France qui serait fondée sur les ventes de la porcelaine de Limoges, laissant de côté l'acier, l'automobile, le blé, la viande de bœuf, le vin, etc. ? Concluons donc qu'il vaut la peine de faire l'histoire économique *de* la céramique mais en se gardant bien de faire l'histoire économique *par* la céramique ». Tout était dit ; il était temps de passer à des problématiques autrement plus amples.

LES VOCONCES ET LES PEUPLADES AUTOCHTONES

Christian Goudineau allait-il continuer ses recherches en Italie ? Sa formation initiale de latiniste, l'expérience des fouilles de Bolsena le poussaient à poursuivre dans la « voie royale » : choisir un grand site d'Italie, prometteur de découvertes spectaculaires. Contre l'amicale pression de ses maîtres, l'étruscologue Jacques Heurgon et le philologue Pierre Boyancé, il décida cependant de rompre avec le conformisme en investissant de nouveaux champs de recherche en Gaule et en s'intéressant aux phénomènes historiques majeurs de l'acculturation, des adaptations statutaires et administratives et des métissages socio-culturels.

* Collège de France, 11 place Marcelin-Berthelot, F-75231 Paris. Courriel : Jean-Pierre.Brun@college-de-France.fr

Lorsqu'il fut nommé assistant à l'université de Provence à la rentrée 1968, puis directeur des Antiquités historiques de la Côte d'Azur et de la Corse, le 1^{er} janvier 1969, il se mit à la recherche d'un site qui pourrait répondre rapidement à ses interrogations sur les mutations auxquelles les populations de Gaule Transalpine furent confrontées après la conquête romaine, écho des vicissitudes des Étrusques de *Volsinii*. En ces temps où les moyens financiers alloués à la recherche archéologique étaient dérisoires, il ne pouvait être question d'interroger un site vierge : il fallait, pour des raisons évidentes d'efficacité et de rapidité, reprendre un dossier déjà bien connu, une documentation abondante, pour les soumettre à de nouveaux questionnements et à des méthodes modernes.

Vaison-la-Romaine (Vaucluse) offrait une opportunité qui n'échappa pas à son esprit subtil : *Vaison-la-Romaine ou comment renverser les perspectives* ! Grâce à l'action inlassable du chanoine Joseph Sautel dans les années 1920-1930, le site avait été préservé de la destruction et il était désormais assez largement dégagé pour offrir une vision d'ensemble d'une ville de Narbonnaise du Haut-Empire. Certes, les méthodes employées, expéditives, n'avaient pas fourni la sûreté des observations et des datations qui sont aujourd'hui requises, rendant les vestiges balbutiants d'un point de vue historique. Christian Goudineau, soutenu par François Salviat, alors directeur des Antiquités historiques de Provence, et par Maurice Euzennat, directeur de l'Institut d'archéologie méditerranéenne (CNRS), avait toutefois repéré que, dans la Maison au Dauphin, mise au jour entre 1938 et 1965, Joseph Sautel, puis André Dumoulin, avaient surtout enlevé les strates de surface, détruisant les traces des dernières phases d'occupation de la maison ; mais leurs dégagements avaient laissé intactes les couches profondes recelant l'histoire des origines. Or c'étaient bien les origines que le jeune enseignant voulait retracer. Avec la complicité de Bernard Liou, il effectua des sondages profonds dans la Maison au Dauphin au cours des étés 1969 à 1971. Ces campagnes furent suivies de deux autres consacrées à des relevés architecturaux et au traitement des données de fouilles (1972-1973) dans une atmosphère d'intense collaboration avec Yves de Kisch qui, à cette époque, fouillait les Thermes du Nord. Ces cinq années de recherche offrirent la matière de la publication de la fouille (Goudineau 1979) et, bien au-delà, de sa thèse de doctorat d'État sur la « Romanisation de Vaison-la-Romaine » soutenue en Sorbonne en 1975. Partant de la constatation qu'au début de l'époque augustéenne, les premières phases de la Maison au Dauphin et de plusieurs autres demeures installées sur la colline de la Villasse, en face de l'ancien *oppidum* indigène, avaient été édifiées assez librement sous forme de propriétés de tailles et formes diverses en utilisant des appareils de murs irréguliers, il en tirait la conclusion que cet urbanisme non régulier était l'expression d'une certaine autonomie laissée à la cité des Voconces, dans le cadre d'un *foedus* passé entre cette peuplade et les Romains.

En ce début des années 1970, il fréquentait d'ailleurs assidûment les archéologues méridionaux qui, s'inspirant des méthodes des préhistoriens, introduisaient une grande rigueur dans la fouille stratigraphique et refusaient de se laisser influencer par les sources classiques, véhicules de la vision des conquérants. Il s'est expliqué à plusieurs reprises sur sa féconde confrontation avec les archéologues régionaux, notamment à

l'occasion des conclusions du colloque *Marseille grecque et la Gaule*¹ : « Une génération de jeunes chercheurs méridionaux, surtout languedociens, formés aux méthodes de fouilles de la préhistoire et les perfectionnant eux-mêmes, habités de certaines des idées que 1968 représenta tant bien que mal, engagèrent des fouilles sur des *oppida* pour y rechercher des "racines". Ils voulaient connaître les "autochtones" pour démontrer que le Midi n'était pas une terre coloniale modelée par Grecs et Romains [...]. On se mit donc à douter de l'influence de Marseille. Était-il sûr qu'elle ait fait autre chose que du commerce – et celui-ci était-il vraiment si important ? Quant à avoir influencé l'urbanisme et l'art, des continuités "internes" aux sites indigènes remettaient le dogme en question [...]. La Gaule "intérieure" elle-même bougeait, les fouilles nouvelles brouillaient les anciens repères ».

Ces chercheurs exigeants, Michel Py, Bernard Dedet, Jean-Luc Fiches, Yves Gasco, Claude Raynaud en Languedoc, Charlette Pradelle, Patrice Arcelin, Gaëtan Congès, Anne Roth en Provence, le poussèrent à considérer le monde indigène comme un acteur à part entière, doté d'une forte culture, de sa propre vision du monde, de stratégies, capable d'emprunter aux civilisations grecques et romaines, mais surtout d'en assimiler et de transposer certains de leurs traits pour les intégrer.

Il synthétisa sa profonde connaissance des sources antiques, des inscriptions et des données archéologiques nouvelles lorsque Georges Duby lui proposa de participer à *l'Histoire de la France Urbaine* (Février *et al.* 1980)². Les chapitres qu'il écrivit sur la ville protohistorique et sur la ville du Haut-Empire frappèrent par la nouveauté de leur approche et par la thèse défendue qui remettait au goût du jour l'idée que la ville antique, ville de consommation, parasitait son territoire agricole. S'ensuivirent de féconds débats à l'université d'Aix-en-Provence avec Philippe Leveau qui voyait dans la ville antique l'organisatrice du territoire³, et avec Paul-Albert Février qui insistait sur les continuités et le rôle des institutions, notamment religieuses.

UN JEUNE DIRECTEUR DES ANTIQUITÉS

Lorsqu'il fut nommé à la tête de la circonscription des Antiquités historiques de la Côte d'Azur, Christian Goudineau n'avait pas encore trente ans. Il héritait d'une situation typique des années 1960 : un personnel dévoué mais notoirement insuffisant (une assistante, un agent technique, une secrétaire), des moyens financiers dérisoires, une législation forte – la loi de 1941 – mais inappliquée, inapplicable même, faute de jurisprudence, de consensus social et de personnel pour la faire respecter.

Que faire ? Soutenir, combattre, convaincre et promouvoir.

Soutenir. Christian Goudineau gérait sa circonscription avec prudence et habileté, s'appuyant sur les rares forces existantes : les musées de Nice-Cimiez avec Danièle Mouchot et de Grasse

1. Colloque organisé en 1990 et publié en 1992. Je cite ici le texte modifié qu'il en a donné : Goudineau 1998, p. 85.

2. Sur cette période qui marque l'intérêt croissant de Christian Goudineau pour la Gaule interne, voir l'hommage de Vincent Guichard dans ce volume.

3. Le débat, commencé dans un article de la revue *Études rurales* (Goudineau 1983 ; Leveau 1983), se poursuivit lors du colloque « L'origine des richesses dépensées dans la ville antique » (Leveau dir. 1985).



Christian Goudineau, alors directeur des Antiquités, lors de l'inauguration du Centre archéologique du Var en 1981 (cliché : J.-P. Brun, M. Pasqualini).

avec Georges Vindry et le Centre de documentation archéologique du Var dirigé à Draguignan par l'abbé Raymond Boyer et à Toulon par un tandem d'amateurs éclairés, Marc Gérard et Jean Joubert. Il donna à ce centre de recherche les moyens de se développer en lui assurant l'appui total du ministère de la Culture afin d'obtenir des villes de Draguignan et de Toulon des soutiens matériels et financiers. À partir de 1978, il créa le Centre archéologique de Toulon financé par la ville (vastes locaux, fluides), le Conseil général du Var (fonctionnement) et l'État (création de deux postes budgétaires). Ce montage à forme associative faisant travailler ensemble des bénévoles, notamment Henri Ribot, des fonctionnaires de l'État, entre autres Michel Pasqualini, et des agents des collectivités locales – citons Marc Borréani et Françoise Laurier –, fonctionna à la satisfaction générale pendant trente-cinq ans ; puis l'environnement légal et politique conduisit à sa réforme. À Draguignan, Christian Goudineau accompagna le développement du centre de recherche et de restauration en association avec le CNRS, aboutissant à un pôle d'excellence qui demeura pionnier durant une vingtaine d'années. À Fréjus, il sut profiter de ses bonnes relations avec le maire de l'époque pour faire créer un service municipal d'archéologie, dont la première titulaire fut Chérine Gébara.

Combattre. À peine était-il nommé à la tête de la circonscription de la Côte d'Azur que le Clos de la Tour à Fréjus, une vaste propriété en plein centre-ville, fut vendue à un promoteur. En quelques campagnes d'urgence confiées à Claude Varoqueaux et à Michel Janon, il parvint à démontrer l'importance du site pour l'histoire urbaine de Fréjus et de la Gaule romaine et il

réussit à convaincre l'État de procéder à une expropriation pour cause d'utilité publique : une sorte de miracle qui fait du Clos de la Tour l'une des rares réserves archéologiques de France située dans le centre d'une ville. Tout au long de son mandat, il eut à imposer des fouilles d'urgence aux promoteurs, usant de persuasion et de tout son talent de négociation, aussi bien dans les Alpes-Maritimes, lors des fouilles du Candéou à Peymeinade, que dans le Var, lors des opérations de l'Ormeau à Taradeau, du Grand Loou à la Roquebrussanne ou du Clos Saint-Antoine à Fréjus. C'est à Fréjus d'ailleurs qu'il lui fut donné de réaliser une fouille de grande importance historique, celle du camp de la flotte romaine installé dans ce port aux lendemains de la défaite d'Antoine et Cléopâtre à *Actium* en 31 av. J.-C. En 1976, de nombreuses monnaies et tessons de céramique sigillée italique furent découverts lors de la construction des immeubles de l'Argentière dans la plaine de Villeneuve à l'ouest de la ville antique. Une seconde tranche d'immeubles, appelés les Aiguières, fit l'objet d'un accord : une partie des bâtiments fut construite sans fondation pour préserver les vestiges, et une fouille entreprise à l'emplacement d'un autre ensemble. Christian Goudineau a raconté comment cette opération qui, aujourd'hui, mobiliserait un personnel et des financements considérables, fut réalisée au cours de trois étés (1979 à 1981) avec ses étudiants et avec des bénévoles du cru.

Convaincre. Dès les débuts de son mandat, Christian Goudineau fut pris dans la contradiction entre une haute exigence morale et scientifique (défendre le patrimoine archéologique, accroître la connaissance historique et organiser le savoir) et l'inefficacité des moyens juridiques et financiers mis à sa disposition. En lui, la volonté d'agir et la conscience aiguë de la politique à mener ; en face, les puissances de l'argent, voire la corruption, l'indifférence, l'ignorance du public et surtout du personnel politique et administratif. Dans les circonstances répétées où il eut à négocier pied à pied avec des hommes politiques et des aménageurs, il put mesurer toutes les insuffisances de la réglementation et la nécessité de la changer afin de faire respecter la loi de la République contre celles du capitalisme, dans un contexte où primaient les intérêts économiques égoïstes. Il s'était rendu compte qu'il n'y parviendrait qu'en changeant les mentalités, en enrôlant les citoyens, en les informant et les éduquant : « c'était leur patrimoine, leur histoire, leur passé que l'on détruisait sous leurs yeux ». Il fallait qu'ils en prennent conscience et il ne ménagea pas sa peine pour diffuser les résultats des découvertes faites dans sa circonscription en les replaçant dans leur contexte historique, d'où des tournées de conférences, des visites guidées de chantiers, des émissions de télévision et de radio, des expositions souvent faites avec les moyens du bord, mais toujours avec enthousiasme, et des innovations communicatives comme le diaporama sur l'archéologie régionale qu'il réalisa au début des années 1980.

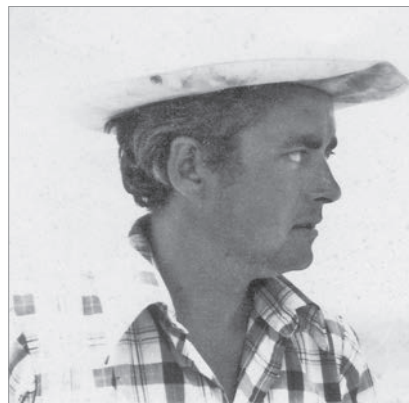
Promouvoir. De son poste de timonier de la recherche, il fut à même de déceler les tendances prometteuses, les nouvelles méthodes à employer. Il les encouragea en favorisant, entre 1971 et 1973, les recherches de Charlette Pradelle, Patrice Arcelin et Yves Gasco sur l'*oppidum* du Mont Garou à Sanary (Var). Le site, fouillé rapidement par Jean Layet de 1946 à 1960, recelait un fort potentiel stratigraphique pour les débuts de l'âge du Fer (Arcelin *et al.* 1982) ; les recherches nouvelles aboutirent à une chronologie fiable du site et de son mobilier. Le directeur

des Antiquités autorisa et soutint le développement de nombreuses autres fouilles programmées, par exemple celles de Vaugrenier ou du Fort Sainte-Marguerite (Alpes-Maritimes), de Fox-Amphoux ou de Saint-Michel à La Garde (Var). À chaque occasion, il replaçait les archéologues devant leurs responsabilités en termes de méthodes et d'objectifs : pas de fouilles sans problématique historique. L'administrateur de la recherche exprimait toujours la philosophie du professeur.

LE PÉDAGOGUE : PROFESSEUR ET CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ D'AIX-EN-PROVENCE

Christian Goudineau marchait sur deux pieds : si son rôle de Directeur des Antiquités fut crucial par les moyens d'action et d'influence qu'il lui donna et l'expérience administrative et politique qu'il en retira, il restait un enseignant suscitant l'enthousiasme de ses disciples sans voiler les difficultés qui les attendaient. Dès la rentrée 1968, le jeune assistant avait prédit aux étudiants d'archéologie de première année que seulement 1 % d'entre eux trouverait un poste dans la recherche. Prédiction avérée : le professeur pouvait être sévère et tranchant, mais il savait repérer les étudiants prometteurs et il les aidait alors de toutes les façons possibles. Il les conduisait du terrain à la reconnaissance universitaire en dirigeant leur maîtrise puis leur thèse et il les soutenait moralement, matériellement et professionnellement en les aidant à trouver des postes dans les organismes de recherche ou d'enseignement supérieur. Les premières années, il les emmenait souvent dans sa voiture faire la tournée des sites archéologiques en cours de fouille : la Vaunage et Vié-Ciutat (Gard), le Cayla de Mailhac (Aude) avec Odette et Jean Taffanel, Vintimille (Italie) avec Nino Lamboglia, etc.

C'était un enseignant hors du commun par sa capacité de synthèse des travaux les plus récents, éclairée par sa profonde connaissance de la littérature classique et par une structure intellectuelle sortant de l'ordinaire. Il brillait non seulement dans ses cours magistraux, mais aussi dans les séminaires qu'il organisait avec Paul-Albert Février. Pendant une dizaine d'années, ces séminaires « Février-Goudineau » attirèrent le samedi, à Aix, un groupe d'étudiants et de chercheurs toujours plus fourni, venus de toute la moitié sud de la France, de Nice, de Lyon et de Toulouse. Ce succès était dû à la qualité de la préparation des séminaires, au choix des invités et au talent des bretteurs qu'étaient Paul-Albert Février et Christian Goudineau. On venait à ces séminaires pour la nouveauté des problématiques et des données présentées et surtout pour le feu d'artifice intellectuel qui en était le clou. Les archéologues de terrain s'y retrouvaient pour échanger des nouvelles et organiser des fouilles communes. Souvent les séminaires avaient lieu sur le terrain pour une meilleure appréhension de la topographie, du paysage, par exemple à Briançonnet (Alpes-Maritimes), ou de l'avancement des fouilles telles celles de Nages (Gard) avec Michel et François Py. Il était à l'affût de toute individualité sortant du commun : il écoutait, encourageait et soutenait non seulement ses étudiants, mais aussi des chercheurs professionnels ou amateurs dont le travail paraissait novateur et tout projet de recherche prometteur. Aucun esprit de caste chez cet homme : son ouverture d'esprit, l'attention qu'il portait à tous ses interlocuteurs en faisaient tout le contraire d'un mandarin, bien qu'il poursuivît un *cursum honorum*



Christian Goudineau sur la fouille du site du Fort à Taradeau (Var), en 1975 (cliché : J. Prodhomme, SRA DRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur).

exceptionnellement précoce, exerçant notamment, de 1975 à 1979, la charge de directeur de l'UER « Lettres » de l'université de Provence. Dans cette fonction, il déploya une grande énergie pour promouvoir les études d'histoire ancienne et d'archéologie régionale et aider les étudiants à mener à bien leurs travaux de recherche, notamment leur thèse de doctorat.

Son enseignement ne pouvait se passer d'application sur le terrain. Il écrira bien plus tard que « nous [il parlait de Paul-Albert Février et de lui-même] nous consacrons à former les étudiants à la stratigraphie, au rapport de celle-ci avec les matériels "classiques", et de ceux-ci avec l'histoire, ce que je considère encore comme le socle obligé » (Goudineau, Brentchaloff 2009). Après qu'il eut achevé ses fouilles à Vaison-la-Romaine, Christian Goudineau décida de saisir l'occasion du Congrès international des sciences préhistoriques et protohistoriques qui devait se tenir à Nice en 1976 pour organiser un chantier-école sur un *oppidum* suffisamment bien préservé, susceptible d'être présenté aux congressistes. Durant trois étés, de 1974 à 1976, il entraîna ses étudiants et des chercheurs bénévoles de la région sur le site du Fort à Taradeau (Var). Loin d'être une grande agglomération protohistorique, cet habitat fortifié se résumait à une enceinte bastionnée couvrant environ un hectare, abritant des rangées de cases adossées à la courtine. L'occupation en avait été brève, dans la première moitié du 1^{er} s. av. J.-C., et la stratigraphie était fort simple. Mais le pari fut tenu : le site minutieusement fouillé, le rempart dégagé et restauré et une exposition sur l'âge du Fer dans la salle des fêtes du village purent être présentés aux congressistes lors de l'excursion du 16 septembre 1976.

Avec la fouille du village fortifié indigène de Taradeau, Christian Goudineau était définitivement entré dans le monde de la protohistoire celtique, une thématique qu'il développera bien plus amplement dans ses cours au Collège de France à partir de 1984 et en prenant la présidence du Conseil scientifique du mont Beuvray à partir de 1985.

Par sa formation classique, son rôle d'administrateur et de promoteur de la recherche, en tant que directeur des Antiquités, au fait des courants de pensée et des découvertes nouvelles, Christian Goudineau se trouvait alors au point de convergence de la recherche et de la politique de la recherche. Il avait décelé les réels apports des travaux sur la protohistoire méridionale, tout en corrigeant les excès d'interprétation ; il s'était déjà ouvert

sur les vastes horizons de la Celtique qu'il parcourut en suivant César, en nous rappelant Amédée Thierry et Camille Jullian, et surtout en synthétisant les recherches archéologiques les plus récentes. Il avait pris la mesure des insuffisances de la légis-

lation et des modes de financement de l'archéologie. Il était prêt pour un premier rôle, celui de la défense de nos Antiquités nationales, titre de la chaire qu'il illustra au Collège de France durant le quart de siècle qui suivit son départ d'Aix-en-Provence.

Christian Goudineau et le Collège de France

Jean GUILAINE*

Christian Goudineau « succéda » en quelque sorte à Paul-Marie Duval au Collège de France, établissement vers lequel il avait été poussé par les « Aixois » Georges Duby et Paul Veyne, ceux-ci ayant eu tout loisir de repérer les qualités intellectuelles de leur jeune collègue. Il ne souhaita pas pour autant reprendre l'intitulé de la chaire de son prédécesseur, « Histoire de la Gaule », mais préféra revenir à l'expression « Antiquités nationales » qu'avait choisie en son temps Camille Jullian dont il revendiquait ainsi le parrainage. Même s'il comptait conserver à son enseignement une perspective historique, il lui semblait que la base documentaire qu'il questionnait était essentiellement archéologique et que cet intitulé reflétait de façon plus juste sa démarche.

Dès son entrée dans l'établissement, Christian surprit ses collègues lors de l'incontournable Leçon inaugurale qui ouvre officiellement l'enseignement du nouvel élu. Il est d'usage que, pendant une heure, l'impétrant lise un discours dans lequel se mêlent historiographie de la discipline, état des problématiques qui la traversent, principaux axes des cours à venir. Christian confondit son auditoire en ne lisant pas son texte, mais en l'improvisant en quelque sorte, rompant ainsi avec une tradition bien établie. Il avait de fait totalement mémorisé son *pensum* ce qui, on en conviendra, est un exercice mental assez redoutable car les risques de « pannes » sont toujours possibles. Il n'en fut rien et, tel un comédien aguerri, les présents assistèrent à un « one man show » dont le thème principal était l'érosion permanente et pernicieuse du patrimoine archéologique (Goudineau 1985).

Auteur d'une thèse sur la céramique arétine, puis de contributions sur l'émergence des villes en Occident, on aurait pu penser que ce « Romain » allait consacrer l'essentiel de son enseignement à l'archéologie des nombreuses villes antiques de la Gaule. Certes celles-ci allaient tenir une place importante dans son séminaire : Christian Goudineau y fit défiler la plupart des responsables de chantiers impliqués dans le dégagement d'agglomérations antiques sinon médiévales. On sait l'intérêt tout particulier qu'il porta aux recherches qui se déroulèrent au Collège de France même, entre 1993 et 1996, et qui révélèrent une série d'installations étagées du 1^{er} s. av. J.-C. jusqu'au

Collège de Cambrai puis au Bâtiment Chalgrin (et dont certains matériaux ornent les vitrines du « salon bleu » de l'établissement). Pourtant, son propre enseignement porta essentiellement sur la Gaule protohistorique dans ses aspects géographiques, économiques, sociaux et religieux. Profitant des plus récentes avancées de la recherche, il proposa une nouvelle image du pays et de ses habitants : développements urbains, progrès dans la production de denrées, rites funéraires, pratiques cultuelles, dénivelés sociaux générant souvent une aristocratie fortement imprégnée de modes puisées de l'autre côté des Alpes. Finis les clichés du Gaulois moustachu et du druide cruel. En redonnant toute sa place à la civilisation autochtone créatrice de caractères spécifiques, il dénonça, à l'instar de plusieurs de ses collègues, une vision « barbare » des Gaulois traînant dans les manuels d'histoire de l'enseignement secondaire depuis la fin du XIX^e s.

Deux figures historiques émergent plus particulièrement de son enseignement : César et Vercingétorix. Plus que les soubresauts événementiels, c'est le concept même de « Gaule », tel que le proconsul la définit dans ses mémoires de guerre, qui retint son attention. Inspirateur d'une nouvelle édition de la *Guerre des Gaules* (1994), Christian Goudineau analysa surtout la façon dont César, soucieux de son avenir politique, construisit une théorie qui lui donnait le beau rôle : en prétendant avoir conquis un espace culturellement homogène qui s'étendait des Pyrénées au Rhin et aux Alpes, le général, minimisant volontairement la diversité des populations, prétendait offrir à l'impérialisme romain une terre uniforme et pacifiée. Un ouvrage fait la part de ces contradictions (Goudineau 1990).

Autre personnage repensé : Vercingétorix. Au terme d'une longue enquête historiographique, Christian Goudineau a montré comment, au fil du temps, l'image du chef arverne avait été d'abord ignorée, puis montée en épingle avant qu'il ne devienne le premier héros national d'un pays en quête de figures emblématiques. Jules Michelet le boudera au profit d'une certaine empathie pour son vainqueur. Pourtant, dès 1828, Amédée Thierry avait su donner à Vercingétorix de l'épaisseur et une notoriété qui fera l'admiration de Camille Jullian. Christian Goudineau ne cacha pas à son tour son enthousiasme pour cet

* Professeur honoraire au Collège de France, 11 place Marcelin-Berthelot, F-75231 Paris. Courriel : guilaine.jean@orange.fr



Christian Goudineau au Collège de France, en 2004 (cliché : P. Imbert, Collège de France).

auteur qu'il considère comme « le véritable fondateur de l'histoire de la Gaule ». Tout en se moquant des exagérations du courant celtisant, qui se donnait libre cours au XIX^e s., il sut faire la juste part entre l'objectivité et le mythe, les débats entre historiens pro-Romains (Ernest Lavisse) ou pro-Gaulois (Camille Jullian), les rares allusions des textes antiques, les données de l'archéologie contemporaine. Son *Dossier Vercingétorix* (Goudineau 2001), un siècle après le *Vercingétorix* de Camille Jullian, est une heureuse mise au point en un temps où les déconstructions historiques étaient à la mode.

Pendant toute la durée de son enseignement parisien, Christian Goudineau parcourut sans cesse la « Gaule », visitant à peu près tous les chantiers archéologiques consacrés aux périodes gauloise et romaine dont il n'aura de cesse de nourrir la matière de ses séminaires. C'est d'ailleurs certains aspects du pays romanisé qu'il évoquera dans son ouvrage *Regard sur la Gaule* (Goudineau 1998). Il ouvrit parallèlement des interrogations sur des périodes « floues » (la Gaule après la défaite d'Alésia), s'interrogea sur la véracité d'événements concernant des populations gauloises (les Volques Tectosages),

dressa un bilan des connaissances sur le camp romain de la flotte d'Agrippa à Fréjus (qui fera l'objet d'un livre avec Daniel Brentchaloff (Goudineau, Brentchaloff 2009).

Un souvenir plus personnel. En 1988, Jack Lang, ministre de la Culture, décida que l'année à venir serait « l'année de l'Archéologie ». À cette époque, Christian était vice-président du Conseil supérieur de la recherche archéologique et je le secondais pour tout ce qui touchait à la Préhistoire. Au CNRS, nous étions respectivement directeurs des revues *Gallia* et *Gallia Préhistoire* et étions donc aux avant-postes pour lancer une initiative qui puisse donner un aperçu de l'état de l'archéologie nationale. Nous décidâmes qu'un ouvrage très illustré serait la meilleure façon de traduire le dynamisme de la discipline, désormais renforcée par le développement tous azimuts de l'archéologie de sauvetage. Encore fallait-il trouver un éditeur qui en prenne le risque financier. Frédéric Lontcho, directeur d'Errance, se proposa. Compte tenu du peu de temps disponible pour solliciter les auteurs, réunir les contributions, assumer les incontournables délais d'impression, l'ouvrage fut mené à bien au pas de charge, ce qui n'était pas pour déplaire aux instigateurs. Lors d'une visite au Beuvray, où il guidait le président de la République, Christian obtint de celui-ci la signature d'une préface. Et c'est ainsi que nous nous retrouvâmes un beau jour au palais de l'Élysée, dans le bureau de François Mitterrand auquel nous étions venus apporter le premier exemplaire de l'édition numérotée du livre que nous avons intitulé *De Lascaux au Grand Louvre* (Goudineau, Guilaine dir. 1989).

Christian Goudineau, Bibracte et les Gaulois

Vincent GUICHARD*

C'est un fait en apparence singulier que, à partir des années 1980, le romaniste qu'était Christian Goudineau ait consacré la plus grande partie de son travail de chercheur et de passeur de l'archéologie auprès du grand public, à la Gaule de la fin de l'âge du Fer et des premiers temps de la romanisation⁴. En témoignent un grand nombre de publications, tout comme les thématiques privilégiées par son cours et ses séminaires du Collège de France, ou encore l'aventure singulière de Bibracte, qu'il porta sur les fonts baptismaux et accompagna étroitement pendant plus de vingt ans.

Cette nouvelle orientation de ses préoccupations a plusieurs explications.

4. L'auteur remercie vivement Jean-Paul Guillaumet pour son assistance, notamment pour les souvenirs qu'il a mobilisés à notre attention, relativement au congrès UISPP de Nice et aux premiers contacts de Christian Goudineau avec le Beuvray.

Christian Goudineau, esprit imaginaire, aimait aussi les fictions, tout en les déconnectant parfaitement de son métier d'historien. Il écrivit ainsi trois romans historiques dont les héros sont un haut personnage d'origine allobroge condamné par l'empereur Claude (Valerius Asiaticus), un chargé d'enquête sur une révolte des Éduens (Valerius Priscus), le fils d'un magistrat de la Gaule Aquitaine (Marcus) (Goudineau 2000 ; 2004a ; 2011). Ne nous y trompons pas : derrière la trame irréaliste des sujets, l'auteur nous livre sa vision de l'organisation et du quotidien des populations romaines des I^{er} et II^e s. apr. J.-C. et les incessantes intrigues politiques qui les traversaient.

Gaulois, Galates, *Galli*, Celtes, Celtique, *Gallia* : Christian Goudineau s'est beaucoup penché sur la signification de ces mots, sur ce qu'ils exprimaient géographiquement, culturellement, sur ce qu'historiens, archéologues, linguistes, philologues en faisaient, sur les réalités qu'ils recouvraient. Au fond, comment s'écrivait l'histoire des populations occidentales, protohistoriques et antiques. C'est pour rendre hommage à son œuvre que la communauté internationale, après cinq tables rondes organisées sur ces thèmes à Bologne, Budapest, Cambridge, Lausanne, Leipzig, tint en son honneur du 3 au 7 juillet 2006 un grand colloque sur le thème « Celtes et Gaulois : l'archéologie devant l'histoire ». Cet événement se tint au Collège de France, dans l'amphithéâtre Marguerite de Navarre : sur les lieux mêmes où Christian Goudineau avait su faire partager à ses auditeurs sa passion de l'histoire ancienne.

Un premier fait déclencheur tient à ce que l'on peut considérer comme un concours de circonstances. Il s'en explique lui-même dans la préface de la publication de la fouille de l'*oppidum* de Taradeau, qui avait été engagée en 1971 par Armand-Henri Amann et dont il prit la direction de 1974 à 1976, alors qu'il cumulait son poste d'enseignant-chercheur à l'université d'Aix-en-Provence avec la responsabilité de directeur des Antiquités de la Côte d'Azur et de la Corse :

« En 1971, l'Union Internationale des Sciences Préhistoriques et Protohistoriques, l'UISPP, décida de tenir son prochain congrès à Nice, en septembre 1976. Traditionnellement, ces congrès, dont la localisation est connue cinq années à l'avance, donnent lieu, de la part des pays de la région d'accueil, à des opérations et des publications "exceptionnelles". La vénérable institution m'ayant confié le secrétariat de la section consacrée à l'âge du Fer, je me sentis tenu de lancer

* Centre archéologique européen, F-58370 Glux-en-Glenne. Courriel : v.guichard@bibracte.fr

une fouille d'*oppidum* qui montrât aux collègues venus de tous les coins du monde un de ces habitats groupés caractéristiques de l'âge du Fer méridional. Je souhaitais aussi offrir aux étudiants d'Aix un chantier-école.

Je rappellerai qu'à cette époque, vers 1970, la protohistoire n'avait pas bonne presse en Provence, et les protohistoriens moins encore. La mort de Fernand Benoit, en 1969, avait pratiquement stoppé les fouilles d'Entremont, Saint-Blaise périlait ; surnageaient vaguement de loin en loin, quelques sondages ou même des "fouilles" en titre mais dépourvues de moyens financiers. Paradoxe : ces années-là, s'était lancé en Languedoc le grand mouvement qui devait produire les fruits que l'on sait. En termes de présentation, "d'ostentation" aux yeux des plus éminents spécialistes mondiaux, le parti évident consistait à lancer une grande opération sur Entremont, à la fois pour en préciser les données et pour mettre en valeur le site. Cela ne fut pas possible pour des raisons qui tenaient aux hommes et aux conjonctures. Aujourd'hui je ne le regrette plus : je crois que nous aurions fait des bêtises, ou plutôt que nous n'aurions pas été à la hauteur. Enfin, c'est ce que je me dis » (Goudineau 1993).

Ce IX^e congrès de l'UISPP fut une très grosse affaire, comme en témoignent les nombreuses publications qu'il suscita. Il fut aussi l'occasion pour Christian Goudineau d'un premier contact avec les spécialistes européens de l'archéologie celtique, qui avaient été mobilisés en nombre pour un des colloques du congrès, organisé par Paul-Marie Duval et Venceslas Kruta sous le titre *Les Mouvements celtiques à partir du V^e siècle avant notre ère* (Duval, Kruta 1979).

Un autre fait marquant des mêmes années fut la préparation du premier volume de *l'Histoire de la France urbaine*, dont Christian Goudineau fut la cheville ouvrière à la demande de Georges Duby, qu'il avait côtoyé à l'université de Provence (Février *et al.* 1980). En plus du chapitre consacré aux villes de la paix romaine, il mit la main à la pâte dans le chapitre précédent, *Les antécédents : y a-t-il une ville protohistorique ?*, corédigé avec Venceslas Kruta. C'est dans ce contexte qu'il fit une première visite sur le mont Beuvray, site de l'antique Bibracte, sous la conduite de Jean-Paul Guillaumet, et qu'il comprit tout l'intérêt d'une reprise de la recherche sur ce site bourguignon, endormi depuis la disparition de Joseph Déchelette dans les premières semaines de la Grande Guerre. Il partagea cette vision avec un autre ancien Aixois, Paul Veyne, qui garda l'idée en tête et la mit opportunément entre les mains de Jack Lang, nouvellement nommé ministre de la Culture à la suite de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Fin avril 1981, l'éminent professeur d'histoire romaine au Collège de France avait rencontré Jack Lang dans un de ces dîners que le futur ministre organisait, à la veille de l'échéance électorale, pour identifier les futurs grands travaux présidentiels. Le 25 mai, il eut la présence d'esprit de profiter de la conjoncture politique pour proposer de lancer une grande fouille à Bibracte. Son enthousiasme redoubla quand, quelques jours plus tard, il réalisa que le Beuvray était sur les terres électorales du nouveau président. « Ça n'a qu'une chance sur dix de réussir », estimait-il, mais néanmoins le coup fut tenté : lui et Christian Goudineau cosignèrent un courrier au ministre pour lui soumettre « un projet de grande entreprise patriotique

et culturelle »⁵. Le pouvoir politique adhéra à la proposition, mais c'est dans les rangs de la communauté archéologique que se manifestèrent quelques réticences qui retardèrent l'ouverture du chantier à 1984, avec sa prise en main par l'équipe de protohistoriens constituée en 1981 par Christian Peyre à l'École normale supérieure. Sous l'intitulé *Économie, société et occupation du territoire en France septentrionale au second âge du Fer*⁶, cette équipe réunissait à sa fondation Alain Duval (conservateur de la section âge du Fer du musée des Antiquités nationales) et Olivier Buchsenschutz (CNRS), bientôt rejoints par Jean-Paul Guillaumet (CNRS), Katherine Gruel (CNRS) et quelques autres, qui devinrent les acteurs de la reprise des fouilles.

Sa nomination au Collège de France en 1984 ne pouvait que conforter l'attention de Christian Goudineau au passé pré-romain de notre territoire, puisqu'il se plaçait résolument dans la trajectoire de son prédécesseur Paul-Marie Duval qui, dès sa nomination, en 1964, à la chaire d'Archéologie et d'Histoire de la Gaule, avait tenu à inscrire la civilisation celtique de la protohistoire dans son enseignement : « Deux thèmes majeurs ont guidé cet enseignement : pour comprendre la fusion des deux civilisations, celtique et romaine, qui ont enfanté la civilisation "gallo-romaine", il convient de connaître de mieux en mieux la Gaule indépendante et la culture celtique (archéologie, langue, monnaies, religion, art) » (Duval 1989, vol. 1, p. 13). De fait, les cours et les séminaires de Christian Goudineau accordèrent une large place à la protohistoire récente et aux protohistoriens, qui bénéficièrent constamment de son attention bienveillante et intéressée, accompagnant et soutenant plus d'un en ces années où le démarrage d'une carrière d'archéologue n'était jamais une affaire facile. Les publications scientifiques, comme celles visant un public plus large – en grande partie conçues en partenariat avec son fidèle compagnon de route Frédéric Lontcho, patron des éditions Errance et du magazine *L'Archéologue* – attestent elles aussi de son intérêt persistant pour la protohistoire récente. Ses travaux scientifiques ont apporté beaucoup à la compréhension de la Gaule de César et Vercingétorix. On doit notamment évoquer sa relecture permanente des sources, qui lui permit par exemple de démontrer le « changement de paradigme » qui intervient lorsque César commet le « coup de force au plan ethnographique et politique de cantonner les Gaulois à l'ouest du Rhin » (Goudineau 2004b).

Christian Goudineau suivit jour après jour le développement du « projet » du Beuvray pendant plus de quinze ans. Il participa dès l'origine à son élaboration en soulignant la nécessité de mobiliser plusieurs équipes de recherche et de faire du site un chantier de formation pour les étudiants. Il prit en 1985 la présidence du conseil scientifique international mis en place par le ministère de la Culture, qui fonctionna un temps comme une émanation du Conseil supérieur de la recherche archéologique avant de devenir, en 1996, un organe de l'établissement chargé de la gestion du site, la société d'économie mixte nationale du mont Beuvray. Il resta à ce poste jusqu'en 2000, année où

5. Les détails de cet épisode déterminant pour la suite de l'histoire récente du Beuvray sont relatés dans une série de lettres de Paul Veyne, que Christian Goudineau nous avait remise en quittant la présidence de notre conseil scientifique.

6. UPR 314 du CNRS. L'équipe est devenue depuis une des composantes du laboratoire AOOrOc – Archéologie d'Orient et d'Occident (Collectif 2002).



Christian Goudineau guidant le président François Mitterrand lors d'une visite à Bibracte en 1989 (cliché : A. Maillier, Bibracte n° 114193).

il passa la main à un autre fidèle de Bibracte dès la première heure, Gilbert Kaenel, directeur du musée cantonal d'archéologie et d'histoire de Lausanne et professeur associé à Genève. Durant ce long mandat, il joua un rôle essentiel dans la montée en puissance du projet, qui se fit de façon très empirique, passant d'un programme de recherche initialement envisagé pour une dizaine d'années à un équipement durable, aux missions à la fois

scientifiques et culturelles, qui fut inscrit en 1989 dans les grands projets culturels de l'État. Il fallut accompagner l'internationalisation du programme de recherche, aboutie dès la fin des années 1980, et renforcer en conséquence son support technique et logistique, tout en veillant à la qualité de la production scientifique d'une communauté de chercheurs venus d'horizons divers et rassemblés autour d'un projet sans précédent. Il fallut encore s'assurer de la diffusion des travaux des archéologues auprès du grand public, ce qui passa notamment par la création d'un musée de site, inauguré par François Mitterrand dans les derniers jours de son deuxième mandat présidentiel, le 5 avril 1995. Le souci de montrer les bénéfices du projet le conduisit aussi à rédiger, en 1993, un livre de vulgarisation, *Bibracte et les Éduens : à la découverte d'un peuple gaulois*, en partenariat avec Christian Peyre (Goudineau, Peyre 1993).

La montée en puissance de l'entreprise ne se fit pas sans difficultés ni désagréments. Il fallut surmonter les tiraillements au sein de la petite communauté d'archéologues réunis autour du projet, tout comme les critiques émanant de l'extérieur, le tout sous une forte pression exercée par le pouvoir politique. Laissons-le résumer ces années :

« Je revois encore comme si j'y étais ce jour de 1985, lorsque le Président Mitterrand, accompagné de ministres et d'une foule de notables, avec je ne sais combien de journalistes, était venu déclarer le mont Beuvray "grand site national" et avait invité les archéologues de l'Europe entière à y fouiller. [...] Si j'évoque cette journée, c'est pour montrer que l'entreprise Beuvray, née d'une miraculeuse coïncidence entre le souhait de quelques archéologues et une conjoncture politique (l'intérêt du Président nouvellement élu pour cette région et pour son passé), cette entreprise ne s'est jamais déroulée dans un agréable jardin parsemé de pétales de roses. Contrairement à ce que nombre de collègues ont pensé ou proclamé, ce fut souvent une galère. [...] En réalité, vingt ans après, la seule bonne question est celle-ci : est-ce que ça valait la peine ? Engager des crédits considérables pour reprendre des fouilles horriblement difficiles au fin fond du Morvan (le climat, le couvert forestier, la complexité stratigraphique) ? Construire une base archéologique unique en France ? Édifier un musée ? À l'époque, deux raisons m'avaient paru primordiales. La première tenait à l'explosion de l'archéologie de sauvetage. Elle n'en était qu'à ses débuts, mais nous étions plusieurs qui, tout en l'accompagnant, tout en cherchant à lui trouver les financements et les moyens humains nécessaires, redoutions qu'elle ne "tue", à terme, la recherche "programmée", celle qui s'attache à des problématiques, celle qui forme des étudiants, celle qui s'enracine dans un terroir, dans une région. Il fallait créer en France quelques "centres archéologiques" voués à une certaine pérennité. Dans le Midi, ce fut Lattes.

En Gaule intérieure, quel emplacement choisir ? Bibracte, la Bibracte de Bulliot et de Déchelette, abandonnée en 1907 par les archéologues ! Et c'est la seconde raison : on vivait sur des analyses approximatives, mais qui avaient joué un rôle de premier plan pour la protohistoire européenne. Nombre de collègues étrangers seraient passionnés si l'on ouvrait une fouille dans la capitale des Éduens ! Miracle : pour les raisons que l'on sait, cela se mit en route [...] » (Goudineau 2006).

La lecture de ces lignes trahit la sincère satisfaction qu'il eut de voir advenir sur le mont Beuvray le projet qu'il avait esquissé au début des années 1970 pour Entremont : créer autour d'un site archéologique de grande importance un lieu d'échange, d'expérimentation et de partage qui permette à notre discipline d'aller de l'avant et de s'exposer au regard de nos concitoyens.

Dans les années 2000, il embarqua l'équipe de Bibracte dans une ultime aventure académique peu de temps avant de quitter le Collège de France, sous la forme d'un colloque international tenu à Paris en juillet 2006 sous le titre de *Celtes et Gaulois : l'archéologie face à l'Histoire*, à l'issue de cinq tables rondes préparatoires organisées une année auparavant dans autant de villes universitaires européennes (Bologne, Budapest, Cambridge, Lausanne, Leipzig). Six épais volumes de la collection *Bibracte* témoignent de cette initiative qui fit le point de trente années de recherches à l'échelle européenne, mais qui avait aussi l'objectif avoué de renforcer le rayonnement du site éduen. Il concluait ainsi les actes du colloque :

« [...] Mais le creuset, évidemment, c'était Bibracte, l'aventure commune qui nous avait permis de nous parler, parfois avec véhémence.

Le résultat, comment l'apprécier ? C'est aux lecteurs de le dire. Pour ma part, puisque je me livre à l'exercice obligé de la conclusion, j'insisterai sur quelques points. Le premier tient à la constatation qu'un "milieu" s'est constitué. Les raisons en sont multiples : la chute du rideau de fer, l'émergence de générations libérées de contraintes, voire de remords, la circulation des chercheurs et surtout des étudiants – grâce, notamment, à Erasmus –, l'accès à l'information par le Net. Et surtout le sentiment de la complexité et de la diversité que toutes les sources d'informations nous offrent pour n'importe quelle région ou "civilisation" du monde actuel ou récent. Aucune raison pour qu'il en eût été différemment jadis.

Notre milieu sait désormais que, ce qui le rassemble, ce n'est pas d'établir une sorte d'unicité factice, c'est d'admettre

des diversités, des évolutions, qui tiennent autant à nos propres divergences scientifiques et intellectuelles qu'à nos objets d'études.

Nous cherchons moins des synthèses artificielles, nous acceptons que, sous des termes génériques ("Celtes, Gaulois, Galates"), on puisse apprécier à la fois des réalités diverses et des interprétations inconsciemment orientées.

Ma deuxième conviction, c'est que l'historien et l'archéologue ont pour vocation de proposer des cadres structurants à leurs concitoyens et aux enfants. C'est le plus difficile. À une époque où nos disciplines sont mises en question, nous ne pouvons plus nous contenter d'échanger entre nous des sourires complices (comme un auspice ou un augure en croisant un autre), il s'agit de démontrer l'utilité sociale de notre activité. Au cours de ces dernières années, beaucoup d'entre nous se sont battus pour la reconnaissance de l'archéologie préventive – concrétisée par la convention européenne de Malte en 1992 et ratifiée peu à peu par les États –, mais nous savons bien que des dispositifs réglementaires ne suffisent pas à conforter la réflexion historique. La presse monte en épingle les trouvailles exceptionnelles ou intrigantes. Le travail de fond passe par les publications et l'interprétation, sinon l'essentiel est perdu » (Goudineau 2010).

Ce texte, rédigé à un moment où, par le fait de la maladie, il commençait à se positionner en retrait de son milieu professionnel, exprime le chemin accompli par l'archéologie française depuis les années 1980, conformément au programme d'action qu'il s'était tracé lors de sa leçon inaugurale du Collège de France. Ce programme, au moins autant politique que scientifique, était orienté en faveur de la sauvegarde des Antiquités nationales, ces documents issus « de cette longue chaîne d'hommes et de femmes venus de la nuit des temps qui nous ont transmis un héritage – des constructions, des objets, des écrits et tous les témoignages qu'on extrait de la terre » (Goudineau 1985).

Christian Goudineau et l'archéologie de la France

Michel GRAS*

« Le propre de l'archéologie contemporaine c'est d'évoluer si vite que les vieux schémas de transmission du savoir ne tiennent plus, que rien de fécond ne se produit sans les échanges et sans les chocs que suscitent le dialogue et la

confrontation entre générations, entre expériences, entre régions, entre spécialités, entre convictions, entre passions. Et cela, particulièrement pour nos Antiquités nationales. » (Christian Goudineau, Collège de France, 14 décembre 1984).

* Ancien vice-président du Conseil national de la recherche archéologique, 75 rue de la Tour, F-75116 Paris. Courriel : michel.gras45@gmail.com

Celui ou celle qui, dans quelques décennies, aura l'ambition d'écrire une histoire de l'archéologie française dans la seconde moitié du xx^e s. devra obligatoirement partir de quelques dates-clé : le 14 décembre 1984, avec la Leçon inaugurale de Christian Goudineau au Collège de France ; le 17 janvier 1985, avec le décret 85-64 réformant le Conseil supérieur de la recherche archéologique (CSRA, où Christian Goudineau siégeait depuis 1978). Deux dates proches (guère plus d'un mois d'écart) qui allaient changer le parcours de notre archéologie.

Il est difficile et douloureux de considérer déjà Christian Goudineau, disparu le 9 mai 2018 à l'âge de 79 ans, comme un objet d'histoire. Cette mise à distance cadre mal avec la singulière personnalité d'un brillant et solide antiquisant qu'il serait banal et réducteur de qualifier simplement d'homme de dialogue et de contact, car il fut bien plus que cela.

En ce milieu des années 1980, l'archéologie française est en crise. Depuis le 26 décembre 1973, une association de droit privé, à but non lucratif, l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (Afan), a pour mission d'aider l'État à affronter la rapide montée en puissance des « fouilles archéologiques de sauvetage ». En 1974, le budget géré par l'Afan est de 2 500 000 francs ; le personnel se monte à quelques unités seulement. En 1975, le rapport Soustelle, premier d'une longue série, suscite la création d'un fonds d'intervention pour l'archéologie de sauvetage.

Cette situation, Christian Goudineau la connaît bien puisqu'il a été, de 1969 à 1982, Directeur des antiquités historiques (Côte d'Azur-Corse). Latiniste de formation, mais aussi de cœur – il n'oublia jamais Catulle –, il a fait un parcours sans faute : École normale supérieure (promotion 1959, où il est l'élève de Jacques Heurgon), agrégation de lettres classiques (1962), École française de Rome – alors dirigée par Pierre Boyancé, 1965-1968. Il est ce qu'on appelle volontiers un produit du système élitiste républicain et n'est pas une exception dans sa famille. Il a découvert la fouille archéologique à Bolsena, au nord de Rome – une rencontre complexe et ambiguë et dont il parlait peu – et a publié en 1968 un ouvrage alors innovant, dans la lignée des travaux typologiques de Nino Lamboglia (1912-1977), sur la *Céramique arétine lisse* (Goudineau 1968), titre un peu surréaliste sur lequel, avec son humour ravageur, il ironisait volontiers : un livre, réimprimé en 1979, qui sert encore aujourd'hui. Une mutation complète se fait alors : le latiniste parti à Rome revient enseigner l'archéologie à Aix-en-Provence (université de Provence) où il rencontre Georges Duby et Paul Veyne, et son objet scientifique fut désormais la Gaule : les *Commentaires* de César firent le lien.

De 1985 à 1993, il dirige la revue *Gallia* et l'unité du CNRS correspondante ; son « Rapport sur *Gallia* » de juin 1985 est un modèle du genre⁷. C'est son premier engagement national et il donne là toute sa mesure : avec la création en 1987 de *Gallia – Informations*, il rappelle que *Gallia* n'est pas une revue comme les autres, que ce qui fait son originalité, ce sont les « Informations archéologiques » que, chaque année, les directeurs des antiquités fournissent avec soin, depuis la première parution de la revue en 1943 : il y a là la mémoire du travail de terrain. Pour lui, c'est l'essentiel. Et il voit juste.

7. À propos de Christian Goudineau et *Gallia*, voir l'éditorial de Martial Monteil dans *Gallia*, 75, 2018, p. 1-2.

De 1985 à 1989, Christian Goudineau préside le nouveau CSRA, en étroite collaboration avec Jean Guilaine. Jack Lang, alors ministre de la Culture, souligne au terme du parcours la quantité et la qualité du travail effectué : une réunion de la Délégation permanente tous les quinze jours dans la phase finale ; une programmation nationale ; une forte stratégie qui conduit à restreindre les autorisations de fouille et à ne pas « saupoudrer » les crédits, mesure sur le moment impopulaire, mais évidemment opportune et courageuse ; un effort pour faire publier, travail de Sisyphe toujours recommencé ; une attention permanente à la Carte archéologique ; de multiples incitations aux innovations scientifiques ; de nombreux rapports demandés. Au total, une sérieuse montée en puissance d'une discipline que, quelques années auparavant, on qualifiait encore « d'auxiliaire » de l'histoire. Une discipline qu'il veut toutefois ouverte à de nombreux autres savoirs : il n'a jamais voulu être le défenseur d'une boutique.

En 1989-1990, c'est « l'année de l'Archéologie » et Christian Goudineau y tient une place centrale. De grandes opérations donnent de la lisibilité à l'archéologie : les fouilles de la Cour Napoléon au Louvre et celles du mont Beuvray, promises à un bel avenir. Toutefois, la crise de l'archéologie fait rage. Le budget total de l'archéologie au ministère de la Culture décuple de 1981 à 1989 avec une accélération dans les années plus récentes : de 70 millions de francs en 1985 à 180 millions en 1989. Le personnel de l'Afan augmente vertigineusement : 300 agents en 1985, 725 en 1990, près de 1 300 en 1999. Et cela ne suffit toujours pas pour faire face aux urgences.

En 1990, Michel Rocard, alors Premier ministre, demande un rapport à Christian Goudineau et écrit dans sa lettre de mission : « seul un expert parfaitement averti de l'ensemble des problèmes de l'archéologie dans notre pays et disposant d'une autorité scientifique incontestée peut apporter une réponse crédible ». Il faut aujourd'hui relire avec attention le rapport remis alors. Il apparaît étrangement un peu confus à la première lecture, bien différent de la rédaction habituellement limpide de Christian. On y perçoit le souci de ne pas choquer pour éviter le rejet, mais de distiller quelques messages qui doivent faire leur chemin. L'écriture d'ordinaire très classique devient parfois baroque, et sa démonstration serpente comme si l'auteur voulait entraîner son lecteur sur des chemins où il ne veut pas aller... En filigrane toutefois, on voit émerger trois perspectives qui, avec le recul, apparaissent décisives et qui doivent être actées, souligne-t-il, dans le cadre d'une décision « politique » : la nécessaire action conjointe des différents ministères pour ne pas laisser seul le ministère de la Culture ; la nécessité d'un échelon interrégional ; l'évolution progressive mais pas immédiate vers un établissement public (il s'agit d'une « procédure longue, complexe ») avec une étape intermédiaire (« une association de préfiguration est à envisager, ne serait-ce que pour gagner du temps »). Probablement, en écrivant ces lignes, Christian Goudineau a-t-il dans l'esprit la note de Henri Seyrig de 1968 sur un grand Institut national d'archéologie, mais il n'y fait pas référence et se montre prudent, car il sait que le parcours sera long pour y parvenir et que des étapes seront nécessaires. Et sur le fond, et avec raison, il doute encore sur ce point.

Dans l'immédiat, l'État ne fit rien de décisif (Michel Rocard démissionna un an après la remise du rapport) : la crise s'aggrava et déboucha à la fin des années 1990 sur une évolution rapide.

Reprenons les trois points mentionnés dans le rapport.

La dimension interministérielle d'abord. En 1992, la création d'unités mixtes de recherche (UMR) entre le CNRS, les universités et les nouveaux Services régionaux de l'archéologie est un premier pas dans ce sens : ils sont alors quatre et aujourd'hui bien plus nombreux et ouverts à l'Inrap. La cotutelle des ministères chargés de la Culture et de la Recherche sur l'Inrap a été une deuxième étape difficilement obtenue, mais est restée peu productive. Ce chantier interministériel est toujours ouvert, mais le rapport Goudineau a semé : il est l'un des premiers universitaires qui se soient vraiment immergés dans le ministère de la Culture qui l'a reconnu comme un partenaire loyal et précieux. L'interministérialité était pour lui le fondement indispensable pour toute politique scientifique efficace et il aurait voulu plus d'audace dans ce domaine.

Puis l'interrégional. Ici, en revanche, la réussite est complète dans la mesure où le rapport de Marc Gauthier (1992) a pris avec efficacité le relais pour la mise en place des Commissions interrégionales de la recherche archéologique (CIRA), dont tout le monde voit aujourd'hui l'importance. Une évolution majeure de notre dispositif, que nos voisins nous envient et qui a fait faire un pas en avant de plus sur le point précédent dans la mesure où des universitaires et des chercheurs du CNRS participent au travail des CIRA (désormais CTRA, par le décret 156 du 8 février 2017 qui acte cette dimension territoriale).

Enfin l'établissement public. Ici, c'est grâce au travail décisif de Jean-Paul Demoule et des cosignataires du rapport de 1998 (Bernard Pêcheur et Bernard Poignant) que la création d'un Institut national de recherches archéologiques préventives, l'Inrap, a été rendue possible dans le cadre plus large de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 sur l'archéologie préventive. Si la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003 a partiellement corrigé le tir, en produisant quelques dysfonctionnements majeurs, l'essentiel a été préservé – ce que demanda Goudineau dans une lettre au Président Jacques Chirac le 18 novembre 2002 –, et que la récente loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 n'a pas remis en question et a en partie consolidé.

On le voit : beaucoup est parti du rapport de 1990. Cependant, pour bien comprendre le rôle de Christian Goudineau, il faut aller plus loin encore. Christian n'a pas tout fait tout seul, mais son influence a été déterminante. Il est en effet un homme dont il faut comprendre le mode de fonctionnement pour en apprécier les mérites à leur juste valeur.

En relisant sa Leçon de 1984 au Collège de France, on trouve toutes les clefs. Il reprend l'intitulé traditionnel de la chaire des « Antiquités nationales » qui fut, de 1905 à 1948, celui des

chaires de Camille Jullian puis d'Albert Grenier, et l'apport de ce dernier dans la préparation de la loi Carcopino de 1941 ne lui est pas étranger. Il se veut un passeur sinon un médiateur. À une époque où Internet n'existait pas – ce que les plus jeunes de ceux qui liront ces lignes auront du mal à concevoir –, il sait que le problème de l'archéologie est d'abord une question de circulation des idées entre des archéologues qui sont sur le terrain, professionnels ou bénévoles, et les bureaux parisiens. Pour réussir une réforme, il lui fallait expliquer et convaincre : il y avait du Socrate dans cet homme-là. Bien qu'il soit obsédé par la nécessité de bloquer la destruction du patrimoine national – une vraie hémorragie dans ces années-là –, le temps était selon lui un facteur secondaire, même s'il était conscient de l'urgence des questions qu'il fallait résoudre. Dans ce contexte, il fallait aller sur le terrain, parler des questions scientifiques, mais aussi professionnelles avec les acteurs et se montrer un interlocuteur attentif. Il fallait aussi donner des interviews à la presse et aux radios. On a peine aujourd'hui à imaginer ce que fut le pèlerin Goudineau – il n'aimerait pas forcément l'expression, mais je ne trouve pas mieux – qui sillonna le territoire national du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, sans répit et avec régularité pendant un quart de siècle (1985-2010). « Il faut se voir » : tel est le message qu'il passait souvent au téléphone. Il avait toujours le temps de rencontrer et d'écouter.

Je n'ai pas voulu trop insister sur sa relation au CNRS. Qu'il me suffise de dire que son installation en 1992 comme président du nouveau Comité de l'archéologie allait de soi et ne fut discutée par personne : elle s'imposait naturellement. Cependant, en janvier 1996, il envoya sa démission au CNRS et « sa décision d'abandonner cette présidence devenue sans objet » : sans dialogue, Christian Goudineau ne pouvait pas fonctionner.

Christian Goudineau n'était donc pas un homme du consensus à tout prix ; encore moins du consensus mou. Il savait trancher quand il le fallait, mais il voulait auparavant tout faire pour convaincre. Et son message de 1984 est plus actuel que jamais : « je ne conçois pas un enseignement des Antiquités nationales donné dans l'indifférence au monde ».

Nous devons avoir collectivement beaucoup de gratitude pour cet inlassable artisan, pour cet homme unique en son genre qui nous a tous enrichis. Il va nous manquer. Sa voix chaleureuse, sa calligraphie superbe et enroulée, son regard franc, direct et souvent bienveillant. Son intelligence rapide, son engagement permanent. Et cette incroyable attention aux autres, aux jeunes notamment. Il a fait germer de l'espérance dans toute une génération et ne l'a pas déçue.



Christian Goudineau lors du colloque de synthèse Celtes et Gaulois, l'archéologie face à l'histoire, Paris, Collège de France, 3-7 juillet 2006 (cliché : P. Imbert, Collège de France).

BIBLIOGRAPHIE

- Collectif 2002** : *L'archéologie à l'École Normale Supérieure. Ouvrage dédié à Christian Peyre*, Paris, UMR 8546 CNRS-ENS, Archéologie d'Orient et d'Occident, 158 p.
- Duval P.-M. 1989** : *Travaux sur la Gaule (1946-1986)*, Rome, École française de Rome (coll. École française de Rome, 116), 2 vol., 709 p., 508 p.
- Duval P.-M., Kruta V. (dir.) 1979** : *Les mouvements celtiques du V^e au I^{er} siècle avant notre ère, Actes du XXVIII^e colloque organisé à l'occasion du IX^e Congrès International des Sciences Préhistoriques et Protohistoriques, Nice, le 19 septembre 1976*, Paris, Éditions du CNRS, 238 p.
- Février P.-A., Fixot M., Goudineau C., Kruta V. 1980** : *Histoire de la France urbaine, sous la direction de Georges Duby, tome 1, la ville antique, des origines au IX^e siècle*, Paris, Le Seuil, (coll. L'Univers historique), 605 p.
- Goudineau C. 1985** : *Leçon inaugurale faite le Vendredi 14 décembre 1984*, Paris, Collège de France (coll. Leçons inaugurales, 97), 27 p.
- Goudineau C. 1990** : *César et la Gaule*, Paris, Errance, 365 p.
- Goudineau C. 1993** : Avant-propos, in Brun J.-P., Congès G., Pasqualini M. (dir.), *Les fouilles de Taradeau : le Fort, l'Ormeau et Tout-Egau*, Paris, CNRS Éditions/Revue archéologique de Narbonnaise (coll. Suppl. à la *Revue archéologique de Narbonnaise*, 28), p. 7-13.
- Goudineau C. 1994** : *Jules César, Guerre des Gaules*, traduit du latin par A. Constans, présentation par C. Goudineau, Paris, Imprimerie nationale (coll. Acteurs de l'histoire), 462 p.
- Goudineau C. 2000** : *Le voyage de Marcus*, Paris, Actes Sud/Errance, 400 p.
- Goudineau C. 2001** : *Le dossier Vercingétorix*, Paris, Actes Sud/Errance, 150 p.
- Goudineau C. 2004a** : *L'enquête de Lucius Valérius Priscus*, Paris, Actes Sud, 336 p.
- Goudineau C. 2004b** : Antiquités nationales, *Annuaire des Cours et Travaux du Collège de France*, 104^e année, p. 959-973.
- Goudineau C. 2006** : Préface, in Romero A.-M., *Bibracte : archéologie d'une ville gauloise*, Glux-en-Glenne, Bibracte, p. 9-10.
- Goudineau C. 2010** : Conclusion, in Goudineau C., Guichard V., Kaenel G. (dir.), *Celtes et Gaulois : l'archéologie face à l'histoire, Colloque de synthèse, Paris, Collège de France, du 3 au 7 juillet 2006*, Glux-en-Glenne, Bibracte (coll. Bibracte, 12-6), p. 233-236.
- Goudineau C. 2011** : *Le procès de Valérius Asiaticus*, Paris, Actes Sud, 448 p.
- Goudineau C., Brentchaloff D. 2009** : *Le camp de la flotte d'Agrippa à Fréjus*, Paris, Errance, 591 p.
- Goudineau C., Guilaine J. (dir.) 1989** : *De Lascaux au Grand Louvre*, Paris, Errance, 560 p.
- Goudineau C., Peyre C. 1993** : *Bibracte et les Éduens : à la découverte d'un peuple gaulois*, Paris, Glux-en-Glenne, Errance/Centre archéologique européen du Mont Beuvray (coll. Hauts lieux de l'histoire), 207 p.